

A quoi carburent les Gilets jaunes ?

Xavier Molénat, *Alternatives économiques*, 27 novembre 2018

alternatives-economiques.fr/a-quoi-carburent-gilets-jaunes/00087075



Après deux journées de mobilisation, un halo de mystère entoure toujours la mobilisation inattendue des Gilets jaunes. Qui sont-ils ? Que demandent-ils ? Connaît-on des précédents à ce type de mobilisation ?

Historiens, géographes, sociologues : de nombreux chercheurs se sont penchés sur ce mouvement inhabituel pour tenter de répondre à ces questions. Si leurs analyses ne remplacent pas une enquête en bonne et due forme, elles permettent d'y voir plus clair sur une mobilisation bien plus complexe qu'il n'y paraît. Photo de groupe en quatre points.

I/ Une mobilisation inédite... mais pas sans précédents

Incontestablement, les Gilets jaunes ont quelque chose de singulier. Selon l'historien Gérard Noiriel, leur nouveauté réside dans « *la dimension d'emblée nationale d'un mouvement spontané* » : « *Il s'agit en effet d'une protestation qui s'est développée simultanément sur tout le territoire français (y compris les DOM-TOM), mais avec des effectifs localement très faibles* », grâce notamment aux réseaux sociaux mais, aussi, à la bienveillance des chaînes d'information continue, qui ont couvert la mobilisation avant même qu'elle soit effective. « *On peut même aller jusqu'à se demander dans quelle mesure nous ne sommes pas en train d'assister à une forme de prophétie auto-réalisatrice* », s'interroge le sociologue Alexis Spire.

« Le mouvement des Gilets jaunes s'inscrit dans une vague de regain des contestations fiscales », Nicolas Delalande, historien

Ce mouvement n'est cependant pas sans précédent. Difficile de ne pas évoquer, pour la période récente, le mouvement des « bonnets rouges » de 2013, où organisations

patronales, agricoles et, dans une alliance improbable rappelle Alexis Spire, syndicalistes FO et CGT, s'étaient unis contre le projet d'écotaxe. Mais on peut penser aussi aux « pigeons », cette mobilisation d'entrepreneurs qui en 2012, protestaient contre certaines dispositions fiscales du projet de loi de finances, ou plus récemment à la « fronde » contre le Régime Social des Indépendants. « *Le mouvement des Gilets jaunes s'inscrit dans une vague de regain des contestations fiscales* », souligne l'historien Nicolas Delalande, en France comme aux Etats-Unis (mouvement Tea Party, « révoltes fiscales » des années 1970, qui débouche sur les années Reagan...).

Des contestations que l'on avait un peu vite considérées comme un « archaïsme », à l'instar du mouvement Poujadiste, supposé être « *l'ultime résistance d'un monde de petits artisans et de commerçants voué à disparaître* ». Les gilets partagent avec le mouvement poujadiste « *le même discours anti-élites, qu'elles soient politiques ou économiques* », selon Alexis Spire : « *Le thème des petits contre les gros est un fil rouge des mobilisations contre l'impôt* ».

Le mouvement des Gilets jaunes se distingue de toutes ces mobilisations anti-fiscales par son caractère spontané, hors organisations

Mais, outre qu'il mobilise largement au-delà des indépendants, il se distingue de toutes ces mobilisations anti-fiscales par son caractère spontané, hors organisations. Le sociologue Benoît Coquard, spécialiste du monde rural, rappelle lui, que « *ce n'est pas nouveau de se politiser autour de la voiture* » comme l'ont montré les récentes protestations face à l'instauration des 80 km/h sur les routes secondaires, les radars automatiques (« *ils sont d'ailleurs recouverts d'un gilet jaune à certains endroits* ») ou « *la récurrence des contrôles de la gendarmerie en milieu rural* ».

« *Le mouvement des Gilets jaunes rappelle ainsi les jacqueries de l'Ancien Régime et des périodes révolutionnaires* », estime le sociologue Pierre Merle. L'analogie avec ces « *explosions populaires qui rassemblaient dans les campagnes bien au-delà des seuls travailleurs agricoles* » et « *n'avaient pas de représentant mandaté ni de vision cohérente de l'émancipation* », comme l'explique Alexis Spire, n'est pas sans fondements.

D'autant que « *ces mouvements étaient dirigés contre la noblesse qui était vue comme une caste sourde aux difficultés rencontrées par le peuple* ». « *Sous l'Ancien Régime, le refus de la dîme fut fréquemment lié au discrédit touchant les curés qui ne remplissaient plus leur mission religieuse, et c'est souvent lorsque les seigneurs n'assuraient plus la protection des paysans que ceux-ci refusèrent de payer de nouvelles charges* », rappelle, quant à lui Gérard Noiriel. La comparaison ne peut cependant être menée jusqu'au bout, selon Alexis Spire, car « *l'Ancien Régime était le règne de l'arbitraire et les inégalités fiscales étaient criantes. Les jacqueries portaient à l'assaut des châteaux en s'alliant parfois aux bourgeois des villes. Elles s'accompagnaient d'une grande violence de la part des insurgés mais aussi dans la répression qui en découlait* ».

II/ Une France populaire... Sans être pauvre

Comment situer socialement ces Gilets jaunes ? Les chercheurs insistent tout d'abord sur la diversité des profils. « *On entend des témoignages de toutes les catégories sociales,*

chefs d'entreprises, employés, autoentrepreneurs, artisans », assure l'économiste Frédéric Gili. Le géographe Aurélien Delpirou a relevé, lui, « *infirmiers, travailleurs sociaux, professeurs des écoles, personnels administratifs de catégorie B des collectivités locales, techniciens de l'industrie, employés des services commerciaux ou comptables des entreprises, etc* ». Benoît Coquard, qui était sur un barrage en zone rurale le 17 novembre, a interrogé 80 personnes sur leur profession : « *à 9 exceptions près (professions intermédiaires du privé, artisans, agriculteurs), celles et ceux que j'ai rencontrés appartiennent sans surprise aux classes populaires. Typiquement, il s'agissait de femmes employées et d'hommes ouvriers* ».

Les Gilets jaunes sont clairement inscrits au sein « des classes populaires aux classes intermédiaires plutôt peu diplômées et exerçant des métiers manuels »

Forcément parcellaires, ces observations dressent un portrait de Gilets jaunes clairement inscrits au sein « *des classes populaires aux classes intermédiaires plutôt peu diplômées et exerçant des métiers manuels* », comme le résume Benoît Coquard. Il ne s'agit pas, à proprement parler, des plus pauvres (ce qui limite d'autant la comparaison avec les « jacqueries »), mais bien des fractions stables des catégories ouvrières, employées et des petits indépendants, qui possèdent un véhicule et, sans doute en forte proportion, un logement : le haut du panier de la France d'en bas, en quelque sorte. Benoît Coquard a ainsi observé sur son barrage qu'un « *petit groupe décrivait ainsi le mouvement comme soutenu par « tout le monde », sauf « les gros riches » et « les cas soc' qui ont pas de voiture* » ».

Le centre de gravité de la France des Gilets jaunes semble, donc, être moins celle qui « galère » que celle au budget « ric-rac », qui s'en sort en se serrant la ceinture, qui gagne trop pour percevoir des aides, mais que la moindre hausse de dépenses peut faire basculer. Selon Frédéric Gili, « *Au fil des barrages un même propos revient : Si je m'en sors à peu près, ce n'est pas le cas de tout le monde.* » Et l'économiste de préciser : « *Des Français plutôt contents de vivre là où ils vivent, mais qui se font les porte-parole de la « France d'en bas », à laquelle ils s'assimilent... ou non. Beaucoup sont animés par des projets personnels mais se retrouvent sans aucune marge de manœuvre, toujours à la limite financièrement, et ils ne sont pas accompagnés* ».

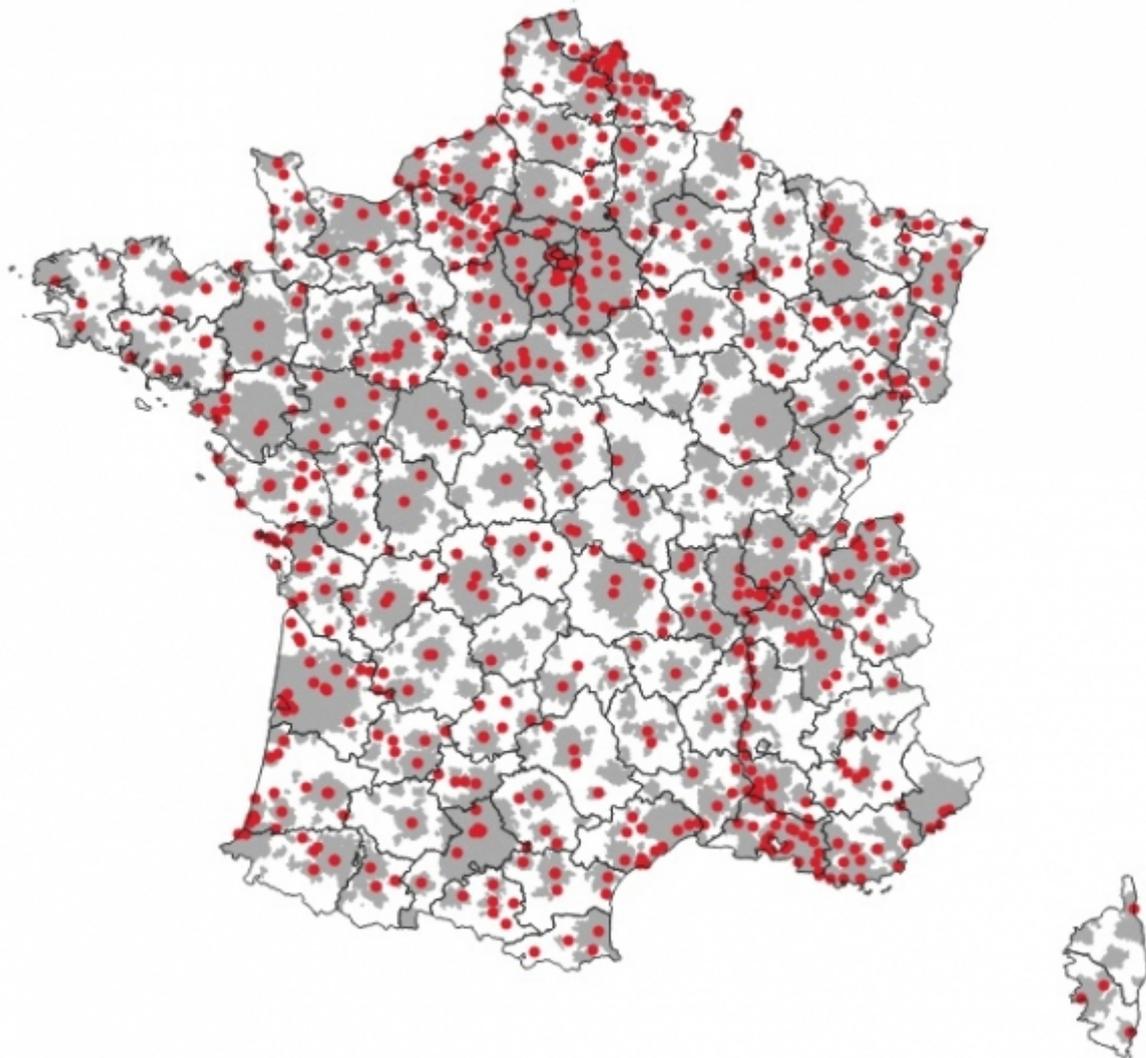
Gérard Noiriel et Benoît Coquard s'étonnent enfin tous deux de la forte présence de femmes qui, selon ce dernier « *ont été à l'initiative de beaucoup de rassemblements, avec notamment le profil de la mère de famille divorcée et précaire que j'ai retrouvé à plusieurs reprises, ou la jeune femme célibataire* ».

III/ Une France périurbaine mais pas périphérique

Une « ruralité oubliée » qui gronde contre les métropoles privilégiées ? Cette image d'Epinal des Gilets jaunes ne semble pas résister à l'examen. « *Les initiateurs du mouvement des Gilets jaunes sont, pour la plupart, originaires d'Île-de-France, plus précisément de l'agglomération parisienne* », note Aurélien Delpirou. Le géographe Sylvain Genevois a, lui, superposé la carte des points de blocage du 17 novembre à celle des aires urbaines. Résultat : « *La coïncidence est presque parfaite* ».

La France des gilets jaunes est une France urbaine

Points de blocage la journée du 17 novembre et aires urbaines (en gris)



Les Gilets jaunes seraient-ils une nouvelle expression de cette France périphérique, dont la relégation a été « théorisée » par le géographe-essayiste Christophe Guilluy et consorts ? Là encore, les chercheurs démentent catégoriquement. « *La France périurbaine n'est pas un zoo !* », s'emporte Aurélien Delpirou. « *Elle est vivante, active, plurielle. Elle crée plus d'emplois que les centres des villes, y compris dans des secteurs à forte qualification. Elle accueille, à l'image des représentants charismatiques des Gilets jaunes, aussi bien des chefs d'entreprises installés que des ouvriers qui quittent le logement social, des petits commerçants attirés par la faiblesse relative des prix fonciers et immobiliers que des employés du secteur public se rapprochant de leur lieu de travail, des retraités à la recherche d'un cadre de vie paisible que des jeunes cadres qui ont besoin d'un logement adapté à leur projet familial* ». Pour Frédéric Gili « *cette France qui manifeste n'est pas dépourvue d'opportunités. Et si beaucoup de manifestants faisaient part de leurs difficultés sociales, témoignant de la difficulté de vivre au RSA, une très large proportion était socialement et économiquement très bien insérée !* ».

« Dans le périurbain, l'action publique s'est focalisée sur les moyens de lutter contre le processus d'étalement urbain au risque d'oublier les espaces qui en sont la conséquence »,
Aurélien Delpirou, géographe

D'où vient le problème, alors ? Selon Benoît Coquard, les groupes sociaux qui se sont mobilisés « valorisent le fait de pouvoir être autonome dans les déplacements, et (...) d'être propriétaire et de construire sa maison. Pour cela ils sont prêts à s'éloigner des centres économiques, mais ensuite, ils se retrouvent dépendants de la voiture et voient parfois exploser leurs prévisions budgétaires, avec des dettes souvent ». Selon Aurélien Delpirou, « le véritable écueil » est que « l'« entre-deux territorial » que constituent les villes petites et moyennes » n'a « jamais fait l'objet de politiques ad hoc. Ainsi, dans le périurbain, l'action publique s'est focalisée sur les moyens de lutter contre le processus d'étalement urbain au risque d'oublier les espaces qui en sont la conséquence ». Les politiques de transport offrent, selon lui, « une illustration frappante de cet impensé : historiquement conçues pour améliorer l'accessibilité des centres et désenclaver les banlieues, elles sont peu opérantes pour prendre en charge les déplacements individuels dans les périphéries. Dans les villes petites et moyennes également (...), les solutions sont encore trop souvent dupliquées de celles mises en œuvre dans les métropoles et inadaptées aux contextes locaux ».

« Il faut (...) arrêter de parier exclusivement sur le potentiel d'une partie de la population pour donner leur chance aux projets qui existent partout », estime Frédéric Gili. « Ce serait la meilleure réponse politique à ceux qui aggravent les oppositions en diffusant l'idée de périphéries arrêtées, alors qu'elles sont en mouvement ».

IV/ Au-delà du prix de l'essence

Au départ, on le sait, il y avait le prix de l'essence. Mais de toute évidence, la protestation va bien au-delà de la hausse des taxes sur les carburants. « Les paysans et les artisans du XVI^e siècle disaient : « J'ai mal à la foi au lieu de dire j'ai mal partout ». Aujourd'hui, les gilets jaunes crient « j'ai mal à la taxe au lieu de dire j'ai mal partout » », estime Gérard Noiriel. « Il suffit d'écouter les témoignages des gilets jaunes pour constater la fréquence des propos exprimant un malaise général », assure l'historien, qui a entendu, au-delà des revendications matérielles du mouvement, une dignité atteinte, une « dénonciation du mépris des puissants », un « sentiment d'humiliation ». « Ce que les « gilets jaunes » demandent, c'est, autant, sinon plus, que des mesures fiscales ou sociales, du respect et de la considération », renchérit Frédéric Gili.

« Ce que l'on ne peut plus ou que l'on n'ose plus faire dans le secteur du travail, on le fait un peu par l'intermédiaire du mouvement des Gilets jaunes »

Sur son barrage, Benoît Coquard a lui entendu un « ras-le-bol de tout » : « On critique « toutes les taxes » puis « tout ce qui augmente ». Il y a un discours du type « nous sommes des vaches à lait », ou alors un pas « assez pauvres pour les allocations » et pas « assez riches pour tricher ». La suppression de l'ISF a souvent été un moteur de la mobilisation individuelle.

Et, contre toute attente, c'est aussi le travail qui s'invite dans la protestation : « *J'ai pu entendre pas mal de remarques sur le travail, tant au sujet des chauffeurs routiers polonais que sur le management dans l'entreprise, les pressions de la hiérarchie pour pousser les salariés à démissionner, la diminution des primes, l'impossibilité de s'unir contre le patron en raison des risques pour son emploi ou simplement pour ne pas perdre une journée de salaire. C'est intéressant car le mouvement ne porte pas sur le travail a priori. Mais ce que l'on ne peut plus ou que l'on n'ose plus faire dans le secteur du travail, on le fait un peu par l'intermédiaire du mouvement des « gilets jaunes »* ». Tout ceci sans oublier « *celles et ceux qui disent tout simplement ne plus s'en sortir* » et qui rationnent l'essence et se privent malgré l'emploi, précise le sociologue.

« *Une taxe sur le diesel, aussi vertueuse et nécessaire soit-elle, reste une taxe sur la consommation qui frappe un bien de première nécessité* », rappelle prosaïquement Nicolas Delalande. De fait, si le « ras-le-bol » est général, il reste malgré tout particulièrement vif sur les questions de fiscalité. « *Ce qui perdure depuis plusieurs années et que révèle le mouvement des gilets jaunes c'est bien une crise de l'acceptation politique de l'impôt* », reconnaît d'ailleurs Alexis Spire. C'est à ce point que se loge l'ambiguïté des Gilets Jaunes, dont on peine à comprendre s'ils se battent contre l'injustice fiscale... Ou contre l'impôt tout court !

En fait, selon Alexis Spire, cette ambiguïté traverse l'ensemble des mouvements de protestation fiscale en France : « *la rhétorique anti-impôts y est d'autant plus forte qu'elle ne remet pas en cause l'architecture globale des prélèvements* ». D'ailleurs, relève le sociologue, aucun appel à la grève de l'impôt n'a été lancé. Bref, « *on conspu l'Etat tout en réclamant sa protection* ».

Cette ambiguïté est également relevée par l'économiste Bruno Amable. Il souligne que le mouvement des Gilets Jaunes est porteur, en partie, d'attentes « de droite » (critique de l'impôt, de l'assistanat...), mais qu'il pourrait être « *canalisé* » vers des revendications de gauche : défense du pouvoir d'achat des ménages modestes, défense des services publics et, bien sûr, lutte contre l'injustice fiscale. De la façon dont sera travaillée cette malléabilité politique dépend, selon le chercheur, l'avenir du mouvement : « *une manifestation réactionnaire, comme peuvent l'être le Tea Party aux Etats-Unis ou Pegida en Allemagne, ou bien l'amorce de la convergence des luttes tant attendue depuis Nuit debout* ».

« C'est tout le rapport à l'Etat et aux services publics qui est aujourd'hui grippé », juge Alexis Spire

En attendant, « *c'est tout le rapport à l'Etat et aux services publics qui est aujourd'hui grippé* », juge Alexis Spire. « *Il n'est pas surprenant que le mouvement ait pris dans les zones rurales ou les villes moyennes : ce sont ces territoires qui ont pâti du recul et de la dégradation des services publics depuis plus de dix ans. Ils ont vu partir les tribunaux, fermer les hôpitaux et disparaître les trésoreries. La contrepartie de l'impôt n'est plus tangible* ».

« *La contestation antifiscale est toujours le symptôme d'un dysfonctionnement plus profond des institutions* », ajoute Nicolas Delalande, qui y voit un symptôme de « *la dévitalisation du pouvoir parlementaire sous la Vè République* » et une crise plus globale de la délibération : « *Dès lors que le pouvoir théorise sa verticalité et dénie la légitimité des corps intermédiaires,*

ne reste plus que le face-à-face surjoué entre le contribuable en colère et le dirigeant désemparé. L'émergence de ces formes nouvelles de protestation est la conséquence logique de cette incapacité du pouvoir à trouver des relais dans la société ».

A bon entendeur...